



Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikél SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Zohra DIRHOUSI, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, René REVOL, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER

Environnement - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Santé Publique France pour la réalisation d'une étude pilote destinée à évaluer les impacts sur la santé de multiples expositions environnementales - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

En 1999 l'Organisation mondiale de la santé (OMS) déclarait lors de la Conférence ministérielle Santé et Environnement que : « *l'environnement est la clé d'une meilleure santé* ». La santé et l'environnement sont deux domaines étroitement liés et l'expression « *santé environnementale* » désigne le champ commun aux hypothèses, connaissances et théories prospectives portant sur les relations possibles entre l'environnement, sa pollution et l'impact sur la santé des populations. D'après l'OMS, elle comprend les aspects de la santé humaine, y compris la qualité de la vie, déterminés par les facteurs physiques, chimiques, biologiques, sociaux, psychosociaux et esthétiques de l'environnement. Elle concerne également la politique et les pratiques de gestion, de résorption, de contrôle et de prévention des facteurs environnementaux susceptibles d'affecter la santé des générations actuelles et futures.

Agir sur les facteurs environnementaux permet de prévenir, préserver et améliorer l'état de santé de la population par exemple en améliorant la qualité de l'air, des sols ou en se protégeant du bruit, tant à l'extérieur que dans les espaces clos que sont les bâtiments. Si le lien entre la qualité de l'environnement et l'état de santé des populations est aujourd'hui reconnu, il reste encore à estimer les impacts sanitaires associés aux différents scénarios d'action qui peuvent être envisagés sur les déterminants environnementaux de la santé.

Dans ce contexte, Santé Publique France (SPF) propose à la Métropole d'être l'un des trois sites pilotes (avec Lille et Rouen) d'une étude nationale destinée à vérifier la faisabilité d'une évaluation des impacts sur la santé des populations de multiples expositions environnementales (qualité de l'air, nuisances sonores, accessibilité des espaces verts) et comportementaux (activités physiques, habitudes de mobilité). Cette étude pilote prendra la forme d'une Evaluation Quantitative des Impacts sur la Santé (EQIS), un outil développé par l'OMS pour aider à la prise de décision concernant des interventions sur ces déterminants de santé. Utilisant les relations « *exposition-risque* » produites par d'autres études épidémiologiques, les EQIS sont des démarches scientifiques qui permettent de quantifier les bénéfices sanitaires d'actions environnementales ou de santé, en évaluant l'effet d'un changement d'exposition à la pollution sur la santé. Les résultats de ces études peuvent ainsi conforter et encourager les mesures déjà mises en œuvre ou à mettre en œuvre.

Les connaissances scientifiques permettant désormais d'envisager la réalisation d'EQIS non plus sur un déterminant unique mais sur un ensemble de déterminants de la santé en milieu urbain, notamment, outre la pollution de l'air, le bruit, la chaleur, le déficit d'espaces verts urbains et la sédentarité (via les mobilités actives), SPF propose donc de mener des EQIS tests afin de confronter les connaissances issues de la littérature, aux données produites localement et aux attentes des élus locaux. Cette étude pilote permettra donc d'identifier et de lever les verrous méthodologiques et de proposer une méthodologie robuste et reproductible, en mobilisant localement une vision croisée des enjeux environnementaux en ville. *In fine*, cette EQIS permettra d'estimer de manière cohérente pour chaque territoire sur une période donnée, les impacts sanitaires associés à plusieurs déterminants de la santé, et les bénéfices attendus sous différents scénarios d'actions sur ces déterminants.

Cette EQIS est donc une opportunité qui permettra au territoire de la Métropole, connu pour être historiquement un centre d'excellence dans le domaine de la médecine et plus largement de la santé, de contribuer à une démarche innovante. Par ailleurs, elle permettra à Montpellier Méditerranée Métropole :

- De participer au développement d'un outil scientifique au service de la promotion d'environnements urbains favorables à la santé ;
- D'orienter ses politiques publiques dans une approche recommandée par l'OMS, en favorisant une vision

transversale intégrant à la fois l'air et plusieurs autres déterminants environnementaux (bruit, place du végétal...) et comportementaux (habitudes de mobilité) ;

- De bénéficier d'une démarche d'acculturation collective des services de la Métropole mobilisés parmi les acteurs locaux (notamment, ATMO Occitanie) réunis par SPF ;
- De valoriser les données produites localement, en permettant au territoire de s'inscrire plus en avant dans une démarche de « *Santé Environnementale* » ;
- A terme, ces résultats contribueront également à l'élaboration des évaluations environnementales des documents règlementaires en cours de rédaction (Plan Local d'Urbanisme intercommunal, Plan De Mobilité, ...),

L'étude est prévue sur la période 2021-2023. 2021 étant consacrée à la sélection des zones pilotes (Lille, Rouen et Montpellier), à la mise en place des partenariats et à la définition du protocole de l'étude dans chaque zone en s'appuyant sur la revue des données disponibles localement. 2022 sera consacrée aux analyses et à la restitution des résultats. La diffusion et la valorisation des résultats sera organisée en 2023.

Une convention d'étude définit les modalités de la collaboration entre SPF et Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation de cette EQIS pilote sur le territoire de la Métropole. Les résultats de l'étude permettront de contribuer au développement méthodologique de l'EQIS de ces déterminants, et d'illustrer les bénéfices sanitaires attendus localement d'actions sur ces déterminants.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à cette étude pilote nationale portée par Santé Publique France ;
- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Santé Publique France ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Séverine SAINT-MARTIN.

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-172810-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention EQIS.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.